

Sondage

Baromètre Pluriconseil-L'express

Confiance mesurée des analystes

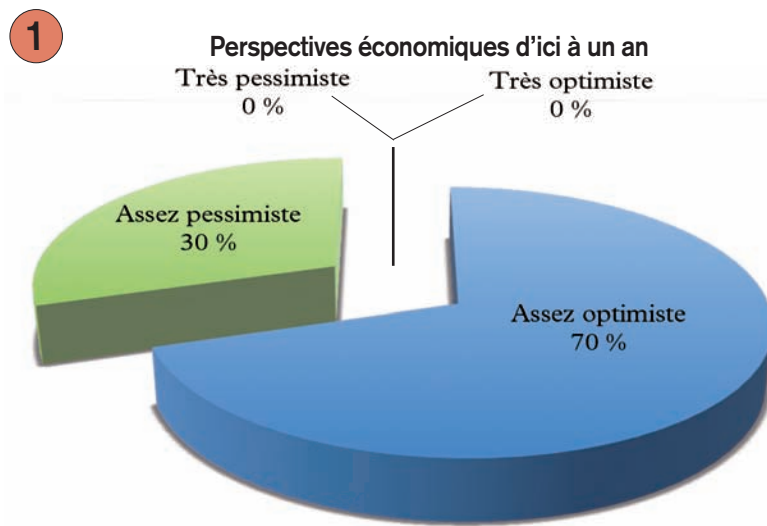
Les analystes sont à moitié confiants quant au fait que le nouveau gouvernement continuera dans la voie de la réforme économique tracée par Rama Sithanen. S'ils sont sceptiques sur les propositions de démocratisation, ils accueillent favorablement les propositions fiscales.

1) Sur les perspectives économiques d'ici à un (mai 2011), êtes-vous...

L'optimisme ébréché

L'optimisme parmi nos analystes économiques et financiers perd 7 points de pourcentage, mais le taux reste élevé à 70%. La crise en Grèce s'est aggravée ces dernières semaines au point que les marchés craignent sérieusement un effet de contagion au reste de la zone euro, notamment au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie. Un effondrement de ces quatre pays, surnommés PIGS, entraînant l'euro dans son sillage aura un impact majeur sur le volume et les prix de nos exportations. Si la majorité d'analystes pensent que Maurice tiendra le coup pendant encore une année, les choses pourraient se détériorer après.

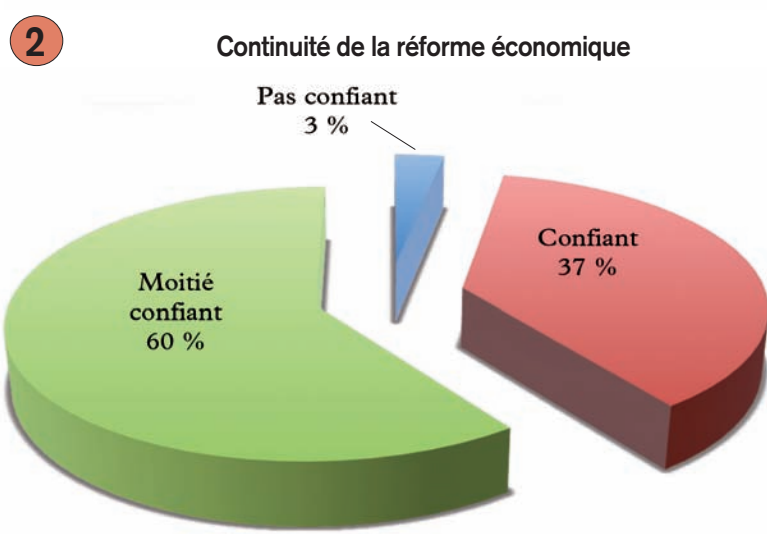
	Sep-09	Oct-09	Jan-09	Fev-10	Mar-10
Très optimiste	0%	3%	3%	7%	7%
Assez optimiste	73%	73%	70%	70%	70%
Assez pessimiste	27%	23%	27%	23%	23%
Très pessimiste	0%	0%	0%	0%	0%



2) Dans quelle mesure êtes-vous confiant en la continuité de la réforme économique ?

La réforme inachevée ?

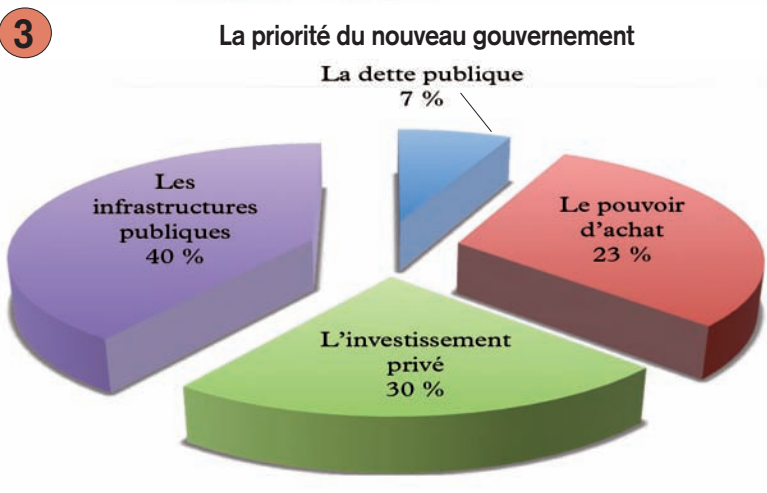
Seulement 37 % des analystes sont pleinement confiants en la continuité de la réforme économique initiée par Rama Sithanen. Selon eux, le processus de réformes continuerait son cours normal, car il n'y aurait pas d'alternative. Il se pourrait que «the pace of reform will slow down», mais le nouveau gouvernement devrait «urgently attend to the unfinished business of reforms». Il existe encore de nombreuses contraintes au niveau de l'offre, à savoir l'inadéquation de compétences vis-à-vis de la demande de travail, une capacité industrielle inadéquate, des déficiences infrastructurelles, une très faible productivité nationale, et une épargne largement déficitaire par rapport à l'investissement.



3) Pensez-vous que le nouveau gouvernement doit donner la priorité à...

Priorité à l'investissement

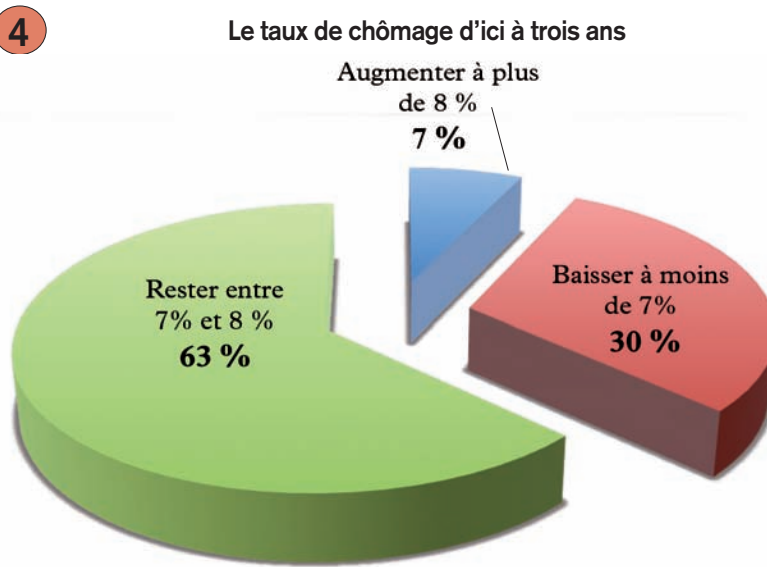
Sept répondants sur dix mettent l'accent sur l'investissement : 40 % d'analystes préconisent que le nouveau gouvernement investisse dans les infrastructures publiques tandis que 30 % préfèrent qu'il encourage d'abord l'investissement privé. C'est ce dernier qui mènera l'économie en avant, créera des emplois et améliorera le niveau de vie de la population. Quant à l'investissement public dans l'infrastructure, pour le réaliser, il faudra faire un compromis avec la réduction de la dette publique. Et si l'on envisage d'alléger celle-ci par plus d'impôts plutôt que par moins de dépenses, il faudra considérer l'augmentation du coût de la vie, qui inquiète 23 % d'analystes soucieux du pouvoir d'achat.



4) Pensez-vous que le taux de chômage va d'ici à trois ans (2013)...

Le chômage stationnaire

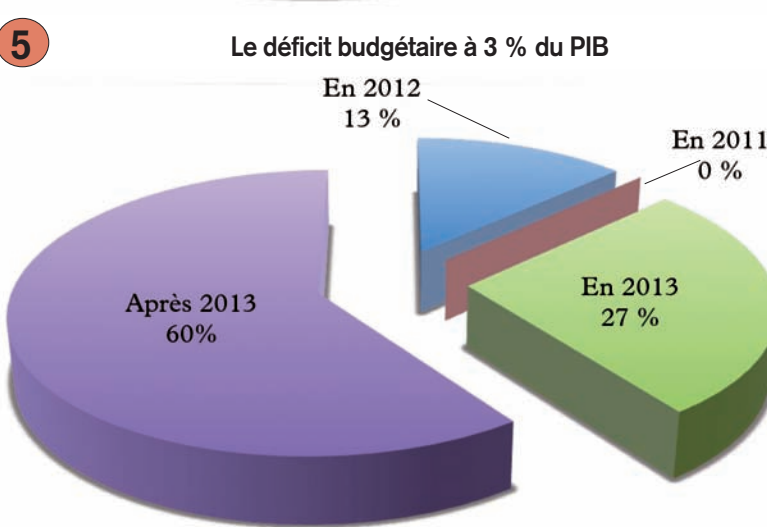
Selon le Bureau central des statistiques, le taux de chômage était de 7,2 % en 2008 et de 7,3 % en 2009. La majorité des analystes estiment qu'il demeurera entre 7 % et 8 % durant les trois prochaines années. Comme nos principaux moteurs de croissance (l'exportation, l'investissement et la consommation privés) tournent au ralenti, il ne sera pas aisé de créer de nouveaux jobs. La création d'emplois serait limitée si jamais les entreprises décidaient de geler des projets.



5) A quand prévoyez-vous un retour du déficit budgétaire à 3 % du PIB ?

A l'horizon 2013

Le budget de 2010 vise un déficit budgétaire de 4,5 % du Produit intérieur brut (PIB) pour cette année, et il prévoit de le ramener à 3,9 % en 2011 et à 3 % en 2012. Seulement 13 % d'analystes croient que cet objectif sera atteint comme planifié. Sinon, trois analystes sur cinq pensent que c'est après 2013 que le déficit budgétaire retournera à 3 % du PIB. Si les dépenses gouvernementales continuent de s'accroître alors que les recettes fiscales baissent à raison d'une croissance économique anémique, il deviendra difficile de réduire le déficit public. Dans ce cas, Maurice aura à renégocier ses engagements pris auprès de l'Union européenne en échange de financements.



6) Quel est votre sentiment sur la concrétisation de ces propositions de démocratisation ?

Scepticisme sur la démocratisation

Sur les trois principales propositions de démocratisation de l'économie émises dans le programme électoral de l'Alliance de l'Avenir, la majorité des analystes se montrent sceptiques. Ils doutent fort que la transparence et l'équité priment dans l'allocation des terres de l'Etat. Pour eux, il serait illusoire de faire respecter la méritocratie par rapport à l'emploi tant dans le secteur public que privé. Cependant, 47 % d'analystes sont optimistes sur la capacité du gouvernement de créer une nation d'entrepreneurs créatifs et novateurs. On s'attend à de nouvelles mesures incitatives pour stimuler la participation des petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs de l'économie.

	Allouer les terres de l'Etat de façon transparente et équitable	Promouvoir la méritocratie dans le monde de l'emploi	Créer une nation d'entrepreneurs créatifs et novateurs
Optimiste	10 %	17 %	47 %
Sceptique	57 %	60 %	50 %
Pessimiste	33 %	23 %	3 %

7) Comment qualifiez-vous ces propositions fiscales ?

Pour une fiscalité juste

La majorité des analystes adhèrent aux trois principales propositions fiscales émises dans le programme électoral. Quatre analystes sur cinq sont d'accord que la National Residential Property Tax (NRPT) soit calculée en fonction du nouveau cadastre parce que «it is fundamentally unfair to tax property on the basis of income». Toutefois, 47 % des répondants trouvent mauvais d'abolir l'impôt sur les intérêts, car les gros déposants ne devraient pas en être exemptés. Sinon, l'introduction éventuelle d'une taxe verte et du principe pollueur-payeur réjouit 93 % d'analystes, vu que les consommateurs et les producteurs profitent de ce bien public qu'est l'environnement sans contribuer suffisamment à son entretien.

	La NRPT calculée en fonction du nouveau cadastre	Abolition de l'impôt sur les intérêts	Mise en place d'une fiscalité verte
Bonne proposition	80 %	53 %	93 %
Mauvaise proposition	20 %	47 %	7 %

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du Comité monétaire ?

Freiner l'expansion monétaire

Neuf analystes sur dix anticipent un maintien du Repo Rate à la réunion du Comité de politique monétaire prévue le 22 juin. Eu égard à la baisse de l'euro, nos exportateurs feront pression pour faire assouplir le loyer de l'argent. Au contraire, la période suivant des élections doit être marquée par un resserrement des conditions du crédit afin de freiner la forte expansion monétaire due aux dépenses électorales. Mais comme la situation économique est actuellement difficile, la population se satisferait d'un statu quo sur le taux d'intérêt à l'épargne.

	Le Repo Rate à la prochaine réunion du Comité monétaire
Baisse	10 %
Maintien	90 %
Hausse	0 %



Non à l'eurocentrisme

L'île Maurice vient de démontrer un bel exemple de démocratie, où les élections se déroulent sans susciter d'émotion dans la communauté des affaires. On ne comprend donc pas la précipitation du «Joint Economic Council» de réunir la presse au lendemain de la proclamation des résultats pour débiter des banalités, à savoir que le secteur privé continuera à collaborer avec le gouvernement. Personne n'avait prétendu le contraire. Un peu de retenue, avant la constitution de la nouvelle équipe gouvernementale, n'aurait pas fait de mal.

La Bourse de Port-Louis était assez indifférente à l'issue des élections, avant de dévisser durant la semaine dernière : l'indice des valeurs de premier ordre, le SEM-7, a flanché de 4,2 % pour se retrouver à son niveau de fin août 2009. Mais la nervosité affichée sur la place boursière n'avait aucun lien avec la venue d'un nouveau ministre des Finances, un facteur déjà intégré dans les analyses. Ce qui a changé la donne, ce sont l'état financier des compagnies cotées en Bourse et l'aggravation de la crise grecque.

Dix-huit compagnies ayant publié leurs résultats trimestriels jusqu'ici ont enregistré une baisse de bénéfices. Cela n'est pas alarmant, car elles sont encore profitables, mais celle-ci indique que Maurice a finalement été rattrapée par la crise financière mondiale. Tant que le problème avait trait seulement à la demande extérieure, il était encore gérable. Mais dès que s'y ajoute un handicap monétaire, la situation se complique, surtout pour nos secteurs d'exportation. Et ces derniers, qui concernent le sucre, le textile, le tourisme et les services d'externalisation, se font payer principalement en euros.

La quasi-faillite grecque a accéléré la chute de la monnaie unique européenne : celle-ci est tombée contre le dollar au niveau le plus bas des 4 dernières années à US\$ 1,2281. Les institutions privées dans le monde, ainsi que les gestionnaires de réserves officielles, sont de moins en moins enclins à détenir des euros. Ce qui suggère que le déclin de l'euro est susceptible de continuer.

Pour l'année se terminant à la mi-mai 2010, la roupie a grimpé de 10 % contre l'euro à un cours vendeur qui représente un gain de Rs 4,70. Durant la même période, la roupie s'est aussi raffermie de 3 % contre le dollar. Nos importateurs n'ont donc pas à se plaindre du cours actuel du dollar, contrairement à nos exportateurs, dont l'anxiété est légitime.

Mais que peut faire la petite Banque de Maurice, quand la roupie est prisonnière des politiques de change des grandes banques centrales du monde ? Même les grands marchés émergents n'arrivent pas à contrôler le comportement de leur monnaie. Ainsi, la roupie indienne a connu une hausse annuelle de 13 % contre le dollar à la mi-avril. De même, la roupie indonésienne, le réal brésilien et le rand sud-africain, se sont beaucoup appréciés contre le billet vert.

Afin de stopper l'appréciation de sa monnaie, l'Inde, qui est assaillie par des flux de capitaux spéculatifs, peut se permettre d'avoir recours au contrôle des capitaux et à une forte intervention de la banque centrale sur le marché des changes. C'est parce que les réserves officielles de la Grande péninsule sont très élevées, et que ses exportations et importations sont libellées dans la même devise. Pour Maurice, en revanche, son secteur financier n'est pas assez développé pour prendre le risque de réglementer plus sévèrement les flux de capitaux. Ensuite, la devise principale de nos exportateurs (l'euro) est différente de celle de nos importateurs (le dollar).

C'est là toute la difficulté de notre équation monétaire. Nos exportateurs qui restent centrés sur l'euro savent que le taux de change roupie/euro n'est pas déterminé directement par l'offre et la demande d'euros sur le marché domestique. Dans la mesure où nos réserves officielles sont constituées essentiellement de dollars, le taux roupie/dollar sert de point de référence. C'est en le multipliant avec le taux dollar/euro qu'on obtient le taux roupie/euro.

C'est dire que ce dernier est dicté par l'offre et la demande de dollars (un facteur interne) et par le change dollar/euro (un facteur externe). La Banque de Maurice peut influencer le premier, mais pas le second : elle fera déprécier la roupie en achetant des dollars. Dans le même sens, elle peut bien acheter des euros, mais elle a moins de possibilités de les fructifier. Elle a aussi pour obligation de maximiser les rendements de ses placements.

Vu l'ancrage (flexible) de la roupie au dollar, n'est-il pas temps pour nos exportateurs de quitter leur eurocentrisme pour choisir le dollar comme monnaie de paiement ? Sauf pour le prix du sucre, qui est fixé en euro, les prix de vente de nos biens et services, même si ceux-ci sont exportés vers l'Europe, peuvent être proposés en dollar comme le font nos concurrents étrangers. Non seulement nos producteurs bénéficieront de la transparence des prix, mais encore ils prendront moins de risques de change. Il convient mieux de gérer sa trésorerie avec une seule devise commune pour ses revenus d'exportation et ses dépenses d'importation.

Une détente de notre «Repo Rate», qui ne peut d'ailleurs qu'être minime, n'arrêtera pas la chute de l'euro. Les données monétaires ne favorisent pas, pour l'instant, une telle option. D'abord, le 25 mars dernier, le coefficient de réserves a monté à presque deux points de pourcentage au-dessus du minimum requis, avec un excès de liquidités de Rs 5 milliards. Ensuite, l'inflation sur un an, qui est un indicateur plus parlant pour la politique monétaire que l'inflation en moyenne mobile, est passée de 2,3 % en mars dernier à 2,7 % en avril.

Au lieu d'attendre un signal des autorités, le secteur privé doit se signaler par plus de créativité. Ayant bénéficié d'un plan de relance, il doit relancer des idées.

(www.pluriconseil.com)

Enquête réalisée par téléphone par PluriConseil, du 10 au 12 mai 2010, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.